



Résumé non technique – Arrêt projet



Juillet 2025



Révision générale du Plan Local d'Urbanisme

Commune de Douvres

RESUME NON TECHNIQUE



**MOSAÏQUE
ENVIRONNEMENT**
Conseil & Expertise

Rédaction : Donna BERTRAND



Agence Mosaïque Environnement

111 rue du 1er Mars 1943 - 69100 Villeurbanne tél. 04.78.03.18.18 - fax 04.78.03.71.51

agence@mosaique-environnement.com - www.mosaique-environnement.com

SCOP à capital variable – RCS 418 353 439 LYON

Sommaire

1. Présentation du projet et démarche d'évaluation environnementale	1
1.1. Le projet communal	1
1.2. L'évaluation environnementale	5
1.3. Articulation du PLU avec les autres plans et programmes	6
2. Profil environnemental	8
3. Synthèse des incidences du PLU sur l'environnement	14
3.1. Évaluation à l'échelle de la commune	14
3.2. Incidences sur les sites Natura 2000	17
3.3. Évaluation des orientations d'aménagement et de programmation	19
4. Synthèse des mesures pour éviter, réduire ou compenser	23
5. Synthèse des méthodes	26
6. Dispositifs de suivi	29

Glossaire

ENAF : Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers

OAP : Orientation d'Aménagement et de Programmation

PADD : Projet d'Aménagement et de Développement Durables

PGRI : Plan de Gestion des Risques d'Inondation

PLU : Plan Local d'Urbanisme

PRSE : Plan Régional Santé Environnement

SCOT : Schéma de Cohérence Territoriale

SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

SRADDET : Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires

1. PRESENTATION DU PROJET ET DEMARCHE D'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

1.1. LE PROJET COMMUNAL

Historique et objectifs du PLU

La commune de **Douvres** compte **1 094** habitants pour une superficie de 5,3 km² (INSEE 2021). Nichée au pied des contreforts du Bugey, à proximité d'Ambérieux en Bugey, la commune de Douvres est un village entre plaine et montagne, appartenant à la **Communauté de communes de la Plaine de l'Ain**.

La commune de Douvres dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 12 janvier 2009. Deux modifications simplifiées ont été réalisées le 12 juin 2015 et le 06 novembre 2018.

Par délibération en date du 17 juin 2021, la commune a souhaité engager une réflexion concernant la révision du PLU afin de se mettre, d'une part, en conformité avec les recommandations du SCOT BUCOPA et d'autre part, mener une réflexion approfondie sur le PLU afin de se projeter dans les 10 à 15 ans à venir.

Les objectifs visés sont les suivants :

- ☑ Réfléchir sur ses orientations en matière d'urbanisme, d'aménagement et de développement durable ;
- ☑ Redéfinir clairement l'affectation des sols et d'organiser l'espace communal pour permettre un développement harmonieux de la commune ;
- ☑ Assurer la compatibilité du plan local d'urbanisme avec les dispositions de la loi Engagement national pour l'Environnement (ENE), dite loi Grenelle II, de la loi sur l'Évolution des Logements et l'Aménagement et du Numérique (ELAN), la loi sur l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) et la loi d'Accélération et de Simplification de l'Action Publique (ASAP) ;
- ☑ Assurer une croissance démographique maîtrisée en lien avec la capacité d'accueil du territoire et des (futurs) équipements publics ;
- ☑ Préserver la qualité architecturale, patrimoniale et environnementale ;
- ☑ favoriser la mixité sociale, intergénérationnelle et la mixité des logements ;
- ☑ Favoriser un développement urbain dans une logique de gestion économe de l'espace en privilégiant le renouvellement et la densification urbaine ;
- ☑ Pérenniser l'offre commerciale de proximité et conforter les activités artisanales locales ;
- ☑ Préserver l'activité agricole ;
- ☑ Conforter le niveau en équipements et en services publics ;
- ☑ Sauvegarder les éléments forts du paysage communal afin de conserver l'identité paysagère et protéger la qualité des eaux ;
- ☑ Intégrer une démarche de développement durable et induire une dynamique de constructions durables ;
- ☑ Développer les communications numériques.

Les objectifs chiffrés pour la population et le logement du territoire



La commune envisage une croissance de sa population de **1,5% par an** jusqu'en 2033 (horizon 11 ans). Le projet est basé sur l'hypothèse de pouvoir accueillir, en moyenne, **environ 16 habitants supplémentaires par an** (au lieu de 13 sur la période 2008/2019) pour atteindre 1 297 habitants en 2033.

Pour accueillir ses habitants, il faut envisager la **création minimum d'environ 98 logements** entre 2022 et 2033, soit en moyenne environ **9 logements par an** pour tenir compte de la baisse de la taille des ménages.



Le projet prévoit, en tenant compte d'une part de rétention foncière, de pouvoir mobiliser l'intégralité du potentiel en renouvellement urbain : les **dents creuses**, les **divisions parcellaires** et les **secteurs stratégiques de densification** plus forte proposant une diversité typologique de l'habitat et une mixité sociale. Le projet incite à la remise sur le marché des **logements vacants**, mais note que ceux-ci ne représentent qu'un faible pourcentage (5% en 2022).

Le potentiel en renouvellement urbain représente 1,72 hectares, soit **77 logements au sein de l'enveloppe urbaine**.

Pour pouvoir répondre au besoin d'environ 98 logements, il est donc nécessaire d'envisager une part du développement en extension de la tache urbaine :

L'objectif de consommation d'espace **en extension** de l'enveloppe urbaine sera d'environ **1 hectare**. Le scénario de développement est en accord avec l'objectif de division par deux du rythme de consommation d'espaces sur les 10 prochaines années (Loi « Climat et Résilience »). Entre 2011 et 2021, la consommation à destination d'habitat s'établissait en effet aux alentours de 3 hectares.

Au vu des contraintes topographiques et paysagères de la commune et dans l'idée d'un urbanisme de proximité par rapport aux équipements et à l'offre en termes de déplacement et de mobilité douce, le projet prévoit un secteur de développement en extension en entrée de village, à l'Ouest au niveau de la RD 36B et en butée directe avec le front urbain défini par le SCoT.

Le PADD, le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) est la « clef de voûte » du dossier de PLU, dans le sens où il définit les orientations générales d'urbanisme et d'aménagement retenues pour le développement futur et durable de l'ensemble du territoire de la commune.

Le PADD de la commune de Douvres s'organise autour de 3 orientations, définies et déclinées en objectifs pour un horizon d'environ 11 ans (2033) :

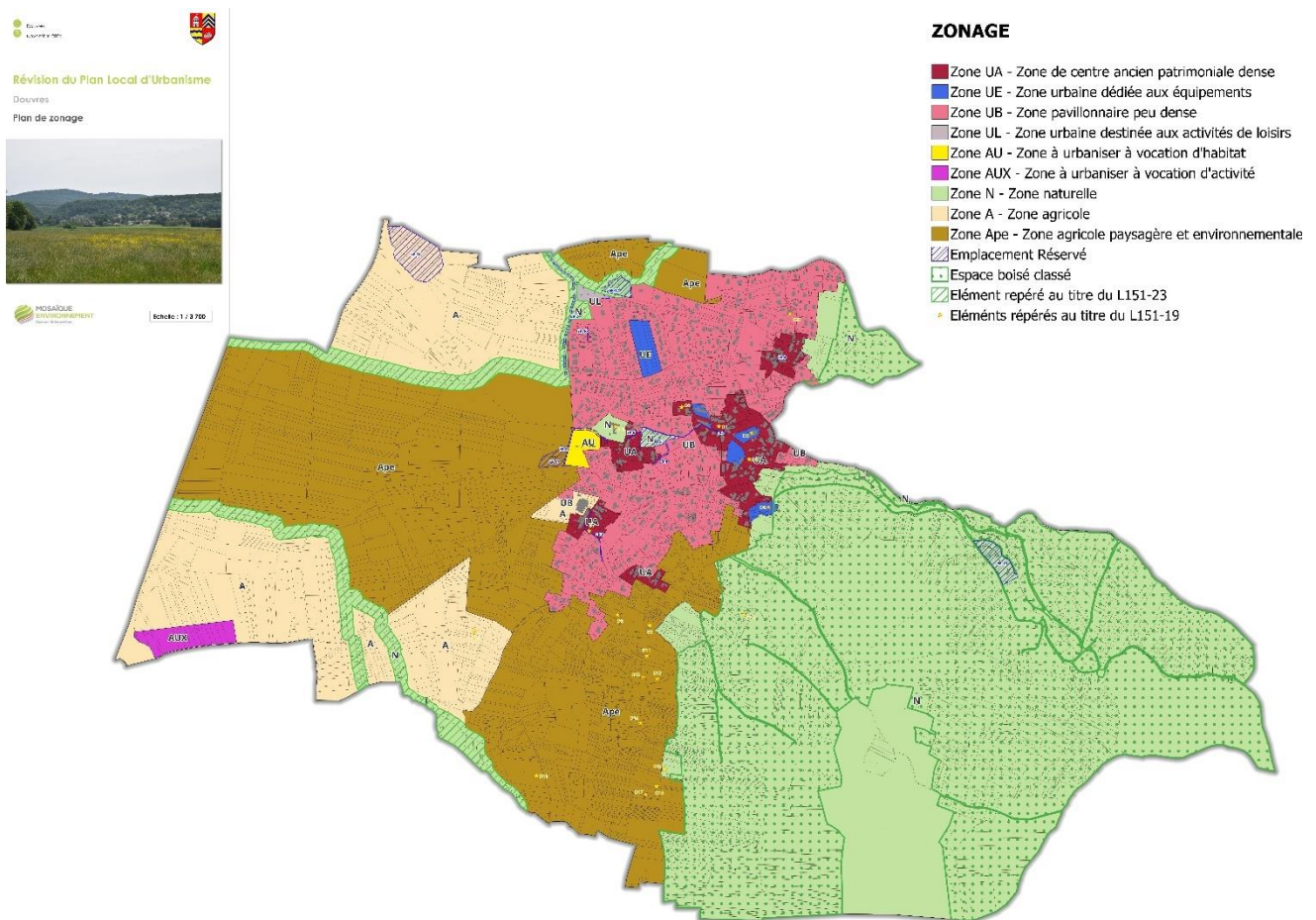
<p>Orientation 1 : Assurer un développement maîtrisé et raisonné</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre une croissance démographique acceptée et acceptable • Limiter la consommation d'espaces naturels et agricoles en privilégiant le développement à l'intérieur de l'enveloppe urbaine (« dents creuses », « divisions parcellaires », renouvellement urbain...). • Prévoir la possibilité qu'une part du développement se fasse en extension avec un objectif de limitation de la consommation de l'espace. • Proposer des logements pour tous dans un objectif de mixité sociale et générationnelle.
--	---

Orientation 2 : Forger les conditions de qualité de vie pour tous les habitants actuels ou futurs	<ul style="list-style-type: none"> • Préserver et développer les équipements, commerces et services • Préserver et développer les emplois existants sur la commune • Préserver l'activité agricole • Prendre en compte au niveau du paysage bâti, les poches patrimoniales, le petit patrimoine, le cours d'eau « La Cozance » et la trame verte urbaine • Favoriser les déplacements doux entre les différents secteurs de la commune. • Offrir des alternatives au déplacement automobile tout en tenant compte de dépendance à ce mode de transport : • S'assurer de l'adéquation entre développement et équipements d'infrastructure
Orientation 3 : Protéger et valoriser la richesse du patrimoine naturel et paysager	<ul style="list-style-type: none"> • Préserver et mettre en valeur les sites naturels riches en biodiversité et les ressources naturelles • Préserver les richesses et les grands équilibres paysagers du territoire • Aménager un cadre de vie de qualité en alliant valeur patrimoniale et nouvelles formes urbaines • Protéger la ressource en eau et les milieux aquatiques • Tendre vers la sobriété, l'efficacité énergétique et la performance environnementale. • Améliorer la prise en compte de la sécurité et de la santé des populations

Le PLU comporte un **règlement (écrit et graphique)** fixant, en cohérence avec le PADD, les règles générales et les servitudes d'utilisation du sol permettant d'atteindre les objectifs. Le règlement du PLU de Douvres divise le territoire communal entre des zones urbaines (**U**), des zones à urbaniser (**AU**), des zones agricoles (**A**) et zones naturelles et forestières (**N**).

Zones urbaines	
Zone UA	zones de centre ancien patrimonial où le bâti est dense
Zone UB	zones pavillonnaire peu dense
Zone UE	zones dédiées à l'accueil d'équipements
Zone UL	zones dédiées à l'accueil d'activités de loisirs
Zones à urbaniser	
Zone AU	zone à urbaniser à vocation principale d'habitat
Zone AUX	zone à urbaniser à vocation principale d'activité
Zones agricoles	
Zone A	zones naturelles qu'il convient de protéger en raison, de richesses naturelles, notamment de la valeur agricole des terres ou de la richesse du sol ou du sous-sol.
Secteur Ape	Zone agricole paysagère et naturelle
Zones naturelles ou forestières	
Zone N	zones naturelles et/ou forestières, équipées ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

Ces zones comportent le cas échéant des terrains classés comme espaces boisés à conserver, à protéger ou à créer ; y figurent également les emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, et des éléments repérés au titre de l'article L151-19 et L151-23 qui doivent être préservés pour des motifs paysagers, patrimoniaux et liés plus particulièrement à des fonctionnalités environnementales.



Le PLU prévoit **une OAP thématique** « OAP Patrimoniale » et **7 OAP sectorielles**.

L'OAP Patrimoniale traite à la fois de la question de la qualité architecturale des bâtiments, de leur intégration dans des paysages urbains, naturels ou agricoles. Elle traite du grand et du petit patrimoine, de l'intégration des bâtiments (constructions neuves ou réhabilitations) dans les sites urbains, de leur fonction et de la préservation de la végétation...

OAP sectorielles	Surface	Densité min	Production min.	Typologie de logements
OAP CORNALLIÈRE	0,57 ha	21 logt/ha	12 logements	Individuel-groupé et collectif
OAP CHÂTEAU	0,28 ha	21 logt/ha	6 logements	Individuel-groupé
OAP PRÉ NOUVEAU	0,6 ha	15 logt/ha	13 logements	Individuel et individuel-groupé
OAP RONDE	0,37 ha	17 logt/ha	6 logements	Individuel et intermédiaire
OAP REILLEUX	0,47 ha	17 logt/ha	8 logements	Individuel et individuel-groupé
OAP MOLARD	0,2	17 logt/ha	3 logements	Individuel
OAP ZONE AU	0,94 ha	25 logt/ha	23 logements	Individuel, individuel-groupé et collectif

1.2. L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE



Conformément à l'article R151-3 du code de l'urbanisme, le rapport de présentation des documents d'urbanisme soumis à évaluation environnementale comprend une présentation résumée des objectifs du document et de son contenu ; son articulation avec les autres documents d'urbanisme et les plans et programmes avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ; une analyse de l'état initial de l'environnement et des perspectives de son évolution ; les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur l'environnement, notamment sur les sites Natura 2000 ; l'exposé des motifs pour lesquels le projet a été retenu ; la présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ; la définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du document sur l'environnement ; ainsi qu'un résumé non technique.



L'évaluation environnementale est menée selon une démarche **intégrée** au processus d'élaboration du PLU, selon une démarche **continue et itérative** par rapport au projet en permettant d'analyser au fur et à mesure les effets de l'élaboration du PLU sur l'environnement et selon une démarche **sélective**, en sélectionnant les critères déterminants à traiter au regard de la sensibilité et de l'importance des enjeux environnementaux et projets propres au territoire. L'évaluation environnementale a été menée selon une démarche de **co-construction**, associant les élus et a constitué un réel outil d'aide à la décision, qui a accompagné la commune dans ses choix tout au long de l'évolution de son document d'urbanisme. Ainsi, l'évaluation environnementale n'est pas venue remettre en cause le projet, mais a proposé, au contraire, des idées et outils pour l'améliorer.



L'évaluation des effets du PLU sur l'environnement résulte du croisement des orientations du PADD (et de leur transcription réglementaire dans le règlement) avec les enjeux environnementaux suivant le principe du questionnement évaluatif. Les questions évaluatives retenues à partir des enjeux du diagnostic et de l'article L.101-2 du code de l'urbanisme sont :

1. **Le PLU permet-il la préservation de la qualité urbaine, architecturale et paysagère du territoire ?**
2. **En quoi le PLU permet-il une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ?**
3. **Le PLU permet-il la prise en compte de la dimension patrimoniale et fonctionnelle des écosystèmes ?**
4. **Le PLU permet-il une protection et une utilisation mesurée des ressources en eau ?**
5. **Le PLU permet-il de prévenir et réduire la vulnérabilité du territoire aux risques majeurs ?**
6. **En quoi le PLU contribuera-t-il à l'amélioration de la santé des habitants ?**
7. **En quoi le PLU favorise-t-il la réduction des consommations d'énergie et des émissions de GES et l'adaptation au changement climatique ?**

Pour chacune de ces questions, l'évaluation se base sur des critères spécifiques, qui sont détaillés dans le document complet de l'évaluation environnementale.

1.3. ARTICULATION DU PLU AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

Les documents d'urbanisme doivent respecter des règles qui leur sont imposées par les lois et règlements et les orientations d'autres documents dits de rang supérieur (ou documents supra).

Les orientations figurant dans le PLU doivent ainsi tenir compte de la hiérarchie entre les documents qui s'est construite autour de deux rapports d'opposabilité respectant le principe de libre administration des collectivités territoriales : la **compatibilité** (qui implique que les dispositions d'un document ne fassent pas obstacle à l'application de celles du document de rang supérieur) et la **prise en compte** (qui induit de ne pas ignorer les objectifs généraux d'un autre document et de motiver toute disposition contraire).

L'identification des plans et programmes retenus pour l'analyse de l'articulation avec la révision du PLU d'Auxonne a été basée sur les articles L.131-4, L.131-5 et R151-3 du Code de l'Urbanisme, l'ordonnance n° 2020-745 du 17 juin 2020 relative à la rationalisation de la hiérarchie des normes applicable aux documents d'urbanisme, et l'article R.122-17 du Code de l'Environnement.

Les plans et programmes retenus pour l'analyse de l'articulation avec la révision du PLU sont :

Plans et programmes	Analyse
SCoT BUCOPA , approuvé le 26 janvier 2017. Par délibération en date du 2 avril 2024, le syndicat mixte BUCOPA a décidé d'engager la révision générale du SCoT.	Le PADD de Douvres s'inscrit en cohérence avec les grands objectifs du SCoT en traduisant à l'échelle communale une vision d'aménagement durable, équilibrée et adaptée aux enjeux contemporains. Il valorise la trame verte et bleue en préservant les continuités écologiques et les paysages, tout en facilitant l'accès aux ressources naturelles. L'activité agricole est maintenue, protégée et ouverte à la diversification, en lien avec une économie primaire locale résiliente. Le développement résidentiel est maîtrisé, sobre en foncier et pensé pour répondre aux besoins en logements accessibles, diversifiés et adaptés aux évolutions démographiques. La centralité est renforcée, les mobilités douces encouragées, et l'articulation avec les pôles d'emploi et de services voisins assurée. Les formes urbaines intègrent les principes de sobriété énergétique, de densification qualitative et de valorisation du cadre de vie. Le développement économique est quant à lui structuré autour d'espaces adaptés, intégrés au tissu urbain ou en continuité de zones d'activités existantes, dans une logique de qualité et de complémentarité.
Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de la CCPA , arrêté en 2019.	Le PLU intègre de manière opérationnelle les enjeux du PCAET, en agissant sur des leviers concrets comme la réduction de la consommation d'espace, la rénovation énergétique, le développement des mobilités douces et la gestion durable des ressources. Le projet localise les secteurs à mobiliser, encadre les formes urbaines, et prévoit des actions précises comme l'intégration des énergies renouvelables ou la valorisation de la trame végétale.




Plans et programmes	Analyse
Programme local de l'habitat (PLH) de la CCPA approuvé en 2019	Le PADD de Douvres traduit de manière cohérente et opérationnelle les grandes orientations du Programme Local de l'Habitat. Il propose un développement résidentiel maîtrisé, en adéquation avec les enjeux de sobriété foncière et de qualité du cadre de vie, tout en répondant aux besoins actuels et futurs des ménages. Sa volonté affirmée de diversification de l'offre, de mixité sociale et de performance énergétique du parc existant rejoint les axes structurants du PLH.
Schéma Régional d'Aménagement, de Développement durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes approuvé le 10 avril 2020	Le PLU répond favorablement aux règles du SRADDET et prend en compte ses objectifs : il contribue au confortement de la centralité tout en s'attachant à limiter la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, à limiter l'artificialisation des sols. Il participe de l'adaptation de la commune au changement climatique (gestion des risques, des ressources en eau, des consommations d'énergie ...). Il intègre ainsi les diverses dimensions environnementales (risques, biodiversité, ressources en eau, mobilités ...).
Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027	Le PLU répond favorablement aux orientations du SDAGE. Les dispositions du PLU en faveur d'une gestion équilibrée des ressources en eau, de la préservation et de la valorisation des milieux aquatiques et de la trame verte et bleue, de la préservation des zones humides participent de l'adaptation du territoire communal au changement climatique.
Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) Rhône-Méditerranée 2022-2027	Le PLU répond favorablement aux orientations du PGRI. Le PLU contribue à améliorer la prise en compte de la sécurité et de la santé dans l'organisation du développement urbain, notamment en n'autorisant pas les développements dans les secteurs de risques, en respectant le cycle de l'eau pour ne pas accentuer les aléas, en protégeant les milieux naturels contribuant à réduire les risques. Il prend en compte et protège les zones humides, et maîtrise l'urbanisation sur les zones à enjeux.
Schéma Régional des Carrières (SRC) Auvergne-Rhône-Alpes approuvé le 8 décembre 2021	Le PLU est compatible avec les objectifs du SRC.
Plan Régional Santé Environnement (PRSE) Auvergne-Rhône-Alpes	Le PLU contribue à réduire les surexpositions environnementales en limitant les émissions à la source, pour tous les secteurs responsables, et en évitant d'exposer de nouvelles populations. Il améliore ainsi la prise en compte des enjeux de santé dans les politiques territoriales, notamment en matière de planification urbaine et apporte des solutions pour limiter l'exposition des populations.








2. PROFIL ENVIRONNEMENTAL






Il a été question de dresser un état initial de l'environnement stratégique, visant les problèmes principaux pouvant se poser sur le territoire. Ces études permettent de dégager les atouts et faiblesses du territoire ainsi que les opportunités et menaces auxquelles il est soumis, autour des différents axes thématiques et selon une approche transversale (identification des interactions entre les différentes thématiques).

À ce stade, le rôle de l'évaluation environnementale est de présenter les tendances observées, constituant un « état zéro » de l'environnement. Pour chaque thématique ont été formulés les enjeux environnementaux, hiérarchisés selon 3 niveaux : fort à très fort (■), modéré à fort (■), faible (■), au regard du degré d'urgence de l'intervention traduisant la dimension locale de l'enjeu, et au regard de la marge de manœuvre du PLU : elle varie selon que le maître d'ouvrage dispose ou non d'outils à travers le PLU pour répondre à l'enjeu concerné. Aussi, chacune des thématiques environnementales a-t-elle été caractérisée tant dans sa *situation actuelle* qu'en termes d'évolution selon la représentation suivante : bon (*), moyen (☁), mauvais (☁), et amélioration (↗), stabilisation (→), dégradation (↘).

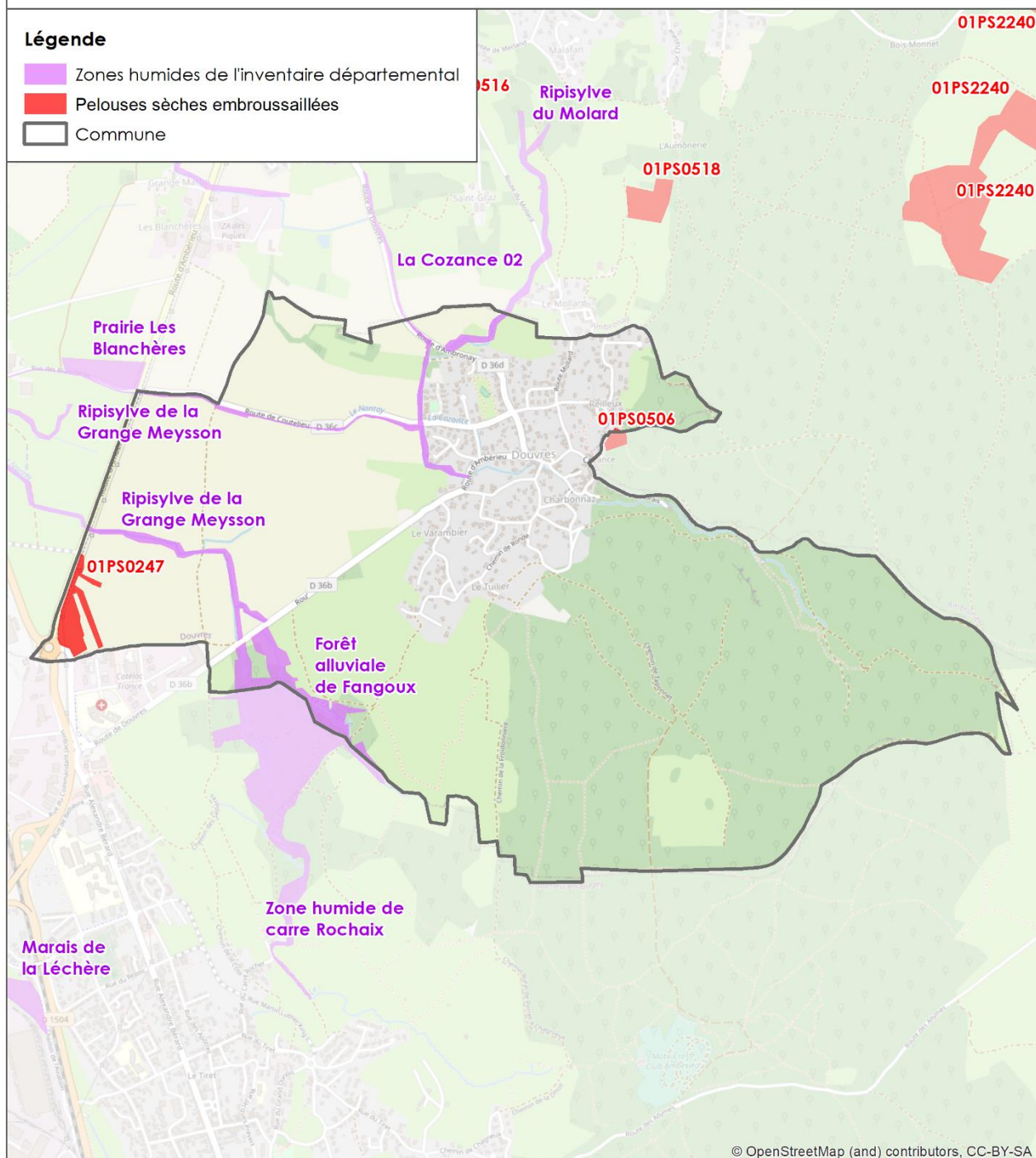
Mosaïque Environnement, chargé de la bonne mise en œuvre de l'évaluation environnementale du projet, est intervenu sur la production de l'état initial de l'environnement.

Thématique	État actuel et tendance		Caractéristiques principales, enjeux et priorité
Ressource en eau 			<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un réseau hydrographique structurant en bon état écologique et chimique • Bon état chimique et quantitatif de 2/3 masses d'eau souterraines • Un bon état quantitatif repoussé à 2027 pour la masse d'eau « plaine de l'Ain nord » • Une vulnérabilité de la ressource souterraine pour l'AEP. • Une composition karstique des sols, favorisant les pollutions potentielles de la ressource en eau. • Des risques de pollutions ponctuelles pour le milieu liés aux déversoirs d'orages • Des ressources souterraines mobilisées pour l'AEP avec une eau distribuée de qualité • Une consommation moyenne par habitant qui diminue • Un réseau d'assainissement intégralement en séparatif sur la commune • Un rendement technique du réseau de distribution d'eau potable qui ne cesse de baisser • Une STEP de capacité suffisante et conforme en équipement en théorie • Des problèmes de capacité d'épuration de la STEP lors de forts événements pluvieux (autres communes en unitaire)

Thématique	État actuel et tendance		Caractéristiques principales, enjeux et priorité	
Ressource en eau 		↘	La sécurisation de l'alimentation en eau potable pour réduire la vulnérabilité	
			Un développement prenant en compte le cycle de l'eau (gestion intégrée des eaux pluviales, adéquation des ouvrages d'assainissement)	
			La préservation et la restauration des milieux aquatiques (morphologie)	
Biodiversité et milieux naturels 		↘	Constats : <ul style="list-style-type: none"> • Une dominance des espaces naturels et agricoles (+80%) • Une occupation des sols guidée par le relief et la géologie • Des milieux humides associés aux cours d'eau • Des espaces agricoles et prairiaux assez perméables à l'est • Des corridors écologiques (aquatiques et terrestres) et des éléments relais. • Des réservoirs de biodiversité locaux préservés de l'urbanisation • Une continuité urbaine avec Ambronay (le Molard) • Un effet barrière potentiel des principales voies d'accès (RD36b, c et d) à la commune du fait d'une configuration rectiligne. • Des espaces de grandes cultures moins perméables pour la faune à l'ouest dans la plaine agricole. • Une urbanisation qui s'est développée à la limite de la lisière forestière et le long des routes principales • Des cours d'eau en zone urbaine à restaurer. 	
			La protection du patrimoine naturel remarquable (réservoirs de biodiversité, zones humides).	
			La préservation et la restauration des continuités écologiques jusque dans l'espace urbain (limitation de l'urbanisation sur les hauteurs et dans le secteur du réservoir de biodiversité local, trame verte, trame bleue, trame noire, identification et préservation du patrimoine végétal).	
			La préservation des éléments de nature ordinaire (espaces agricoles et forestiers).	
Risques 		→	Constats : <ul style="list-style-type: none"> • Des risques technologiques absents • Des risques naturels nombreux • Une stratégie partagée autour des cours d'eau permettant de limiter les risques d'inondation PPR • Des risques naturels connus permettant de mieux les prendre en compte • Des risques de mouvements de terrain circonscrits aux reliefs • Des phénomènes naturels accentués par des interventions humaines inadaptées • Une potentielle accentuation des risques liée aux effets du changement climatique 	
Risques		→	La réduction de la vulnérabilité du territoire (maîtrise de l'occupation des sols, entretien des dispositifs de protection, protection des zones d'expansion des crues)	

Thématique	État actuel et tendance		Caractéristiques principales, enjeux et priorité
			L'intégration du risque comme composante de l'aménagement (dispositions constructives, limitation de l'imperméabilisation, TVB)
Pollutions et nuisances 		➔	Constats : <ul style="list-style-type: none"> • Une qualité de l'air relativement bonne au niveau du centre-bourg (l'ouest communal étant davantage exposé) • Une faible exposition aux nuisances sonores • Une forte exposition à l'Ozone • Un secteur résidentiel fortement émetteur de polluants atmosphériques • Un ressenti des nuisances sonores associées à la base aérienne et au trafic aérien
			La réduction à la source des nuisances et pollutions et des populations exposées (éloignement des sources de nuisances et pollutions, protection dans les bâtiments)
			La poursuite des efforts pour atteindre les objectifs du Grenelle en matière de réduction et de valorisation des déchets
			L'intégration de la connaissance des sites pollués dans l'anticipation des projets et des changements d'usages
			Offrir à tous un environnement favorable à la santé
Air, Énergie Climat 		➔	Constats : <ul style="list-style-type: none"> • Des potentialités en énergies renouvelables, notamment sur la géothermie et le bois énergie à l'échelle du PCAET • Une évolution significative de la production énergétiques des pompes à chaleur sur la dernière décennie • Une consommation d'énergie et des émissions de GES marquées par le besoin en chauffage du résidentiel • Une consommation importante de produits pétroliers pour les besoins en chauffage du résidentiel (responsable d'une part conséquente des émissions) • Une forte dépendance aux énergies fossiles (chauffage) et une vulnérabilité énergétique importante pour ce territoire rural • Des évolutions climatiques qui vont impacter le territoire, la qualité de vie et l'activité agricole à moyen et long terme : baisse du nombre de jours de gel, diminution des précipitations, en particulier l'été et augmentation des jours de vague de chaleur
			La réduction des dépenses énergétiques liées aux déplacements valorisation du potentiel de courte distance dans le centre, développement de l'intermodalité
			La promotion de la sobriété et de l'efficacité énergétique des logements (amélioration de l'efficacité énergétique du bâti existant conciliant la préservation du patrimoine, performance énergétique des nouvelles constructions)
			Le développement des énergies renouvelables en cohérence avec les autres enjeux

Zones humides et Pelouses sèches



Source : Inventaire des zones humides de l'Ain, CEN Rhône-Alpes
Fond : © Contributeurs d'OpenStreetMap

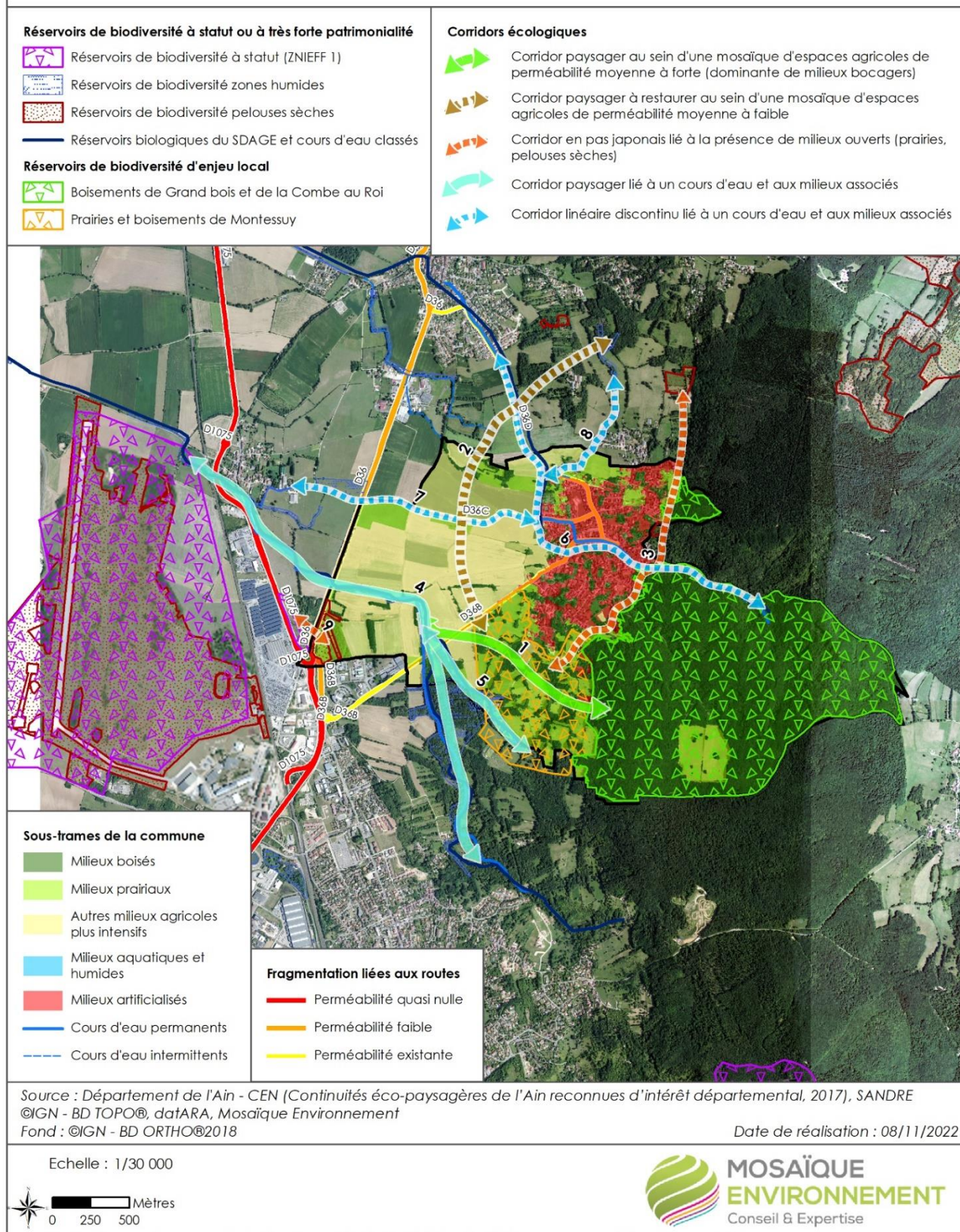
Date de réalisation : 07/09/2022

Echelle : 1/20 000
0 250 500 Mètres

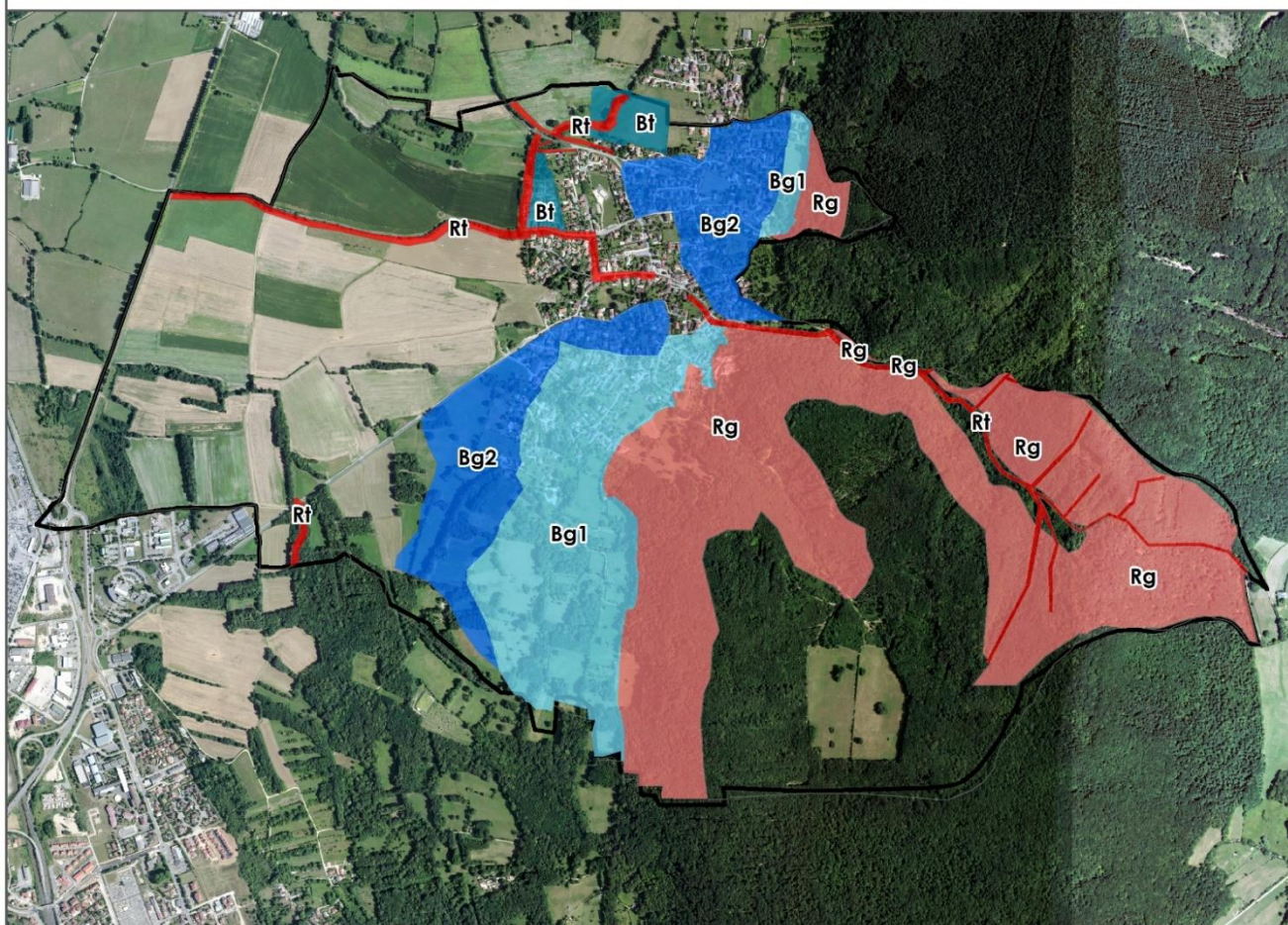
Révision du PLU de la commune de Douvres (01)

MOSAÏQUE
ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

Trame verte et bleue



Plan de prévention des risques naturels



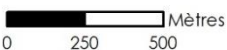
Légende

Inondations et mouvements de terrains (Modifié et approuvé le 20/01/2014)

- zone blanche
- zone bleu exposée au risque de crue torrentielle de ruisseaux et de ruissellement pluvial péri-urbain (bt), constructible sous prescriptions ou recommandations
- zone bleu exposée au risque de glissement de terrain (bg1), constructible sous prescriptions ou recommandations
- zone bleu exposée au risque de glissement de terrain (bg2), constructible sous prescriptions ou recommandations
- zone rouge exposée au risque de crue torrentielle de ruisseaux et de ruissellement pluvial péri-urbain (rt), non constructible
- zone rouge exposée au risque de glissement de terrain (rg), non constructible
- Limite communale

Source : Géorisques
Fond : ©IGN - BD ORTHO®2018

Date de réalisation : 09/09/2022

Echelle : 1/20 000

 0 250 500 Mètres

Révision du PLU de la commune de Douvres (01)



 **MOSAÏQUE**
ENVIRONNEMENT
 Conseil & Expertise

3. SYNTHÈSE DES INCIDENCES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT



Des visites de terrain ont été réalisées à plusieurs moments afin d'appréhender le territoire dans sa globalité. Des prospections sur les secteurs d'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) ont été menées après information par la Mairie des propriétaires. Des sondages pour définir la présence de zones humides ont été réalisés en tant que de besoin.

L'analyse du zonage a été réalisée à partir d'un travail de croisement cartographique entre les enjeux environnementaux et le règlement graphique. Une analyse du règlement écrit des diverses zones a été menée afin de vérifier l'adéquation des dispositions correspondantes.

3.1. ÉVALUATION À L'ÉCHELLE DE LA COMMUNE

Dimension environnementale	Incidences sur l'environnement
Utilisation économe des espaces naturels, agricoles et forestiers 	<p>La question de la réduction de la consommation d'espace a été bien intégrée dans le PLU. Au-delà de la considération des seules superficies, le PLU prévoit un développement pour l'habitat principalement au sein de l'enveloppe urbaine existante. On note la création d'un secteur AU sur un terrain agricole. Les impacts sur la consommation d'espace sont modérés : L'objectif de consommation d'espace en extension de l'enveloppe urbaine est d'environ 1 hectare.</p> <p>Impacts du PLU sur la consommation d'espace et l'artificialisation : faible + Renouvellement urbain accompagné par la recherche de densité et un développement privilégié au sein de l'enveloppe urbaine, limitant l'étalement urbain et la consommation d'espace en extension</p>
Protection du patrimoine naturel et de la fonctionnalité des écosystèmes 	<p>Le PLU a plutôt bien intégré les enjeux de biodiversité tant au niveau de l'identification et de la protection des continuités écologiques que la prise en compte des enjeux de biodiversité dans les aménagements. Il aura de ce fait une incidence positive en permettant notamment de maîtriser le développement urbain.</p> <p>Les impacts résiduels se situeront sur le périmètre des emprises aménageables, notamment l'OAP Zone AU en extension car il s'agit de milieux agricoles. Les enjeux écologiques sont moyens et des dispositions ont été prises à l'échelle de chaque OAP (cf. analyse des OAP).</p> <p>Impacts du PLU sur les milieux naturels et la fonctionnalité des écosystèmes : faible + La protection du patrimoine naturel est assurée par différents outils réglementaires + Protection des espaces naturels remarquables + Prise en compte de la biodiversité ordinaire dans le cadre du règlement</p>

Dimension environnementale	Incidences sur l'environnement
<p>Préservation de la qualité de la ressource en eau et des milieux aquatiques, respect du cycle de l'eau</p> 	<p>Le PLU a bien intégré les enjeux liés à la protection de la ressource en eau et aux milieux aquatiques. Il intègre bien les dispositions liées au petit cycle de l'eau. Les impacts du développement sur la ressource en eau potable seront faibles (développement démographique maîtrisé et ressource suffisante).</p> <p>Les impacts sur le système d'assainissement seront faibles à modérés car les développements pour l'habitat sont situés dans le périmètre d'une unité d'assainissement dont les capacités résiduelles sont pour l'instant suffisante et les volumes ne seront pas significatifs par rapport aux besoins actuels. Néanmoins, il s'agira d'anticiper les montées en charge de la STEP et de veiller à sa bonne conformité.</p> <p>En matière de gestion des eaux pluviales, des mesures ont été définies dans le règlement pour prévenir le ruissellement et conserver les structures végétales qui servent de zones tampon et de stockage.</p> <p>Impacts du PLU sur la ressource en eau : Modéré</p> <p>+ Le PLU permet de renforcer la protection des trames bleues et turquoises et aura de ce point de vue un effet positif.</p> <p>+/- Le projet entraînera également une imperméabilisation des terrains et un risque d'accroissement des eaux pluviales : toutefois le PLU intègre des prescriptions pour assurer une gestion au plus proche de l'impluvium et limiter l'imperméabilisation</p> <p>- Le projet entrainera des pressions qualitatives et quantitatives sur les ressources, notamment celles mobilisées pour l'AEP : accroissement des besoins en eau potable et des rejets d'eaux usées.</p>
<p>Protection, restauration et mise en valeur des paysages, des patrimoines bâtis et culturels</p> 	<p>La dimension paysagère et patrimoniale a très bien été intégrée dans le PLU qui permet de préserver les secteurs d'enjeu fort et les valeurs paysagères. En particulier par l'intermédiaire des OAP, du règlement et de l'OAP Patrimoniale, le PLU permet de garantir une bonne intégration des futurs projets. Les incidences du PLU seront ainsi positives et permettent de renforcer la prise en compte du paysage.</p> <p>Impacts du PLU sur le paysage et le patrimoine bâti : faible</p> <p>+ Priorise son développement dans les tissus urbains</p> <p>+ Préserve et met en valeur le patrimoine architectural et urbain reflétant les identités des quartiers de la commune</p> <p>+ Permet la rénovation / requalification urbaine de certains secteurs</p> <p>+ Préserve la qualité du cadre de vie</p> <p>+ Évite la constitution d'un paysage urbain plus minéral et plus fermé avec modification des repères et points de vue (concentration du bâti, élévation des hauteurs) résultant de la densification</p>

Dimension environnementale	Incidences sur l'environnement
<p>Réduction des pollutions et nuisances et protection des populations</p> 	<p>Le PLU a globalement bien intégré les enjeux liés la limitation de l'imperméabilisation et du ruissellement. Le PLU n'aura pas d'effets significatifs sur l'aggravation des risques naturels ou technologiques. Il ne prévoit pas non plus d'augmenter la population exposée à des risques. Les impacts résiduels concernent l'artificialisation qui s'accompagne d'une imperméabilisation des terres agricoles mobilisées pour le développement communal prévu : cela concerne 1 hectare et l'OAP de la Zone AU et l'OAP prévoit plusieurs dispositions pour limiter l'imperméabilisation et le ruissellement (stationnement perméable, préservation et création de la végétation).</p> <p>Impacts du PLU sur la vulnérabilité du territoire face aux risques : Faible</p> <p>- Le projet aura pour principale conséquence l'imperméabilisation des sols pouvant entraîner un accroissement du ruissellement mais cela reste peu significatif au vu de la superficie de la zone AU et des prescriptions visant à limiter l'imperméabilisation.</p> <p>+ Il prend des dispositions pour réduire les risques à la source notamment en préservant toutes les structures végétales qui permettent limiter le ruissellement et l'érosion des sols, en limitant l'imperméabilisation et en éloignant les activités à risques des secteurs à vocation d'habitat</p>
<p>Prévention et réduction de la vulnérabilité du territoire aux risques naturels et technologiques</p> 	<p>Le PLU a bien intégré les enjeux liés la prévention des nuisances en limitant notamment le développement d'activités susceptibles d'en générer au sein des zones d'habitat et en fixant des marges de recul pour l'implantation des constructions par rapport aux voiries.</p> <p>L'augmentation du nombre d'habitants générera nécessairement un accroissement des flux de véhicules d'autant que la commune reste très captive de l'automobile. Toutefois cette augmentation ne sera pas significative par rapport aux flux traversant déjà la commune. L'accroissement des émissions polluantes et du bruit devrait être négligeable.</p> <p>Les effets du PLU sur l'accroissement des nuisances et pollutions seront faibles. Il limite l'accroissement de la population exposée.</p> <p>Impacts du PLU sur les nuisances et pollutions : Faible</p> <p>+ Limite les nuisances et pollutions à la source en réduisant les besoins en déplacements</p> <p>+ N'expose pas de nouvelles populations en évitant l'implantation de nouvelles constructions à vocation d'habitat dans les secteurs de nuisances et pollutions</p>
<p>Réduction des consommations d'énergie et des émissions de GES</p> 	<p>Le PLU a bien intégré les enjeux liés à la maîtrise des consommations énergétiques et des émissions de GES tout en restant mesuré par rapport à sa situation de commune rurale qui reste dépendante des communes plus importantes du bassin de vie et des déplacements automobiles.</p> <p>Les effets du PLU sur l'accroissement des dépenses énergétiques et des émissions de GES resteront modérés au regard du développement envisagé. Cela sera essentiellement lié aux déplacements routiers. L'accroissement lié à l'habitat sera peu significatif car les nouveaux logements répondront à minima à la réglementation thermique 2020.</p>

	<p>À noter également que le PLU prévoit de préserver d'importantes superficies naturelles et agricoles, boisées qui jouent un rôle importante de stockage carbone. Les effets du PLU seront donc positifs de ce point de vue.</p> <p>Impacts du PLU sur l'énergie et le climat : Positif</p> <ul style="list-style-type: none"> + Favorise la sobriété énergétique dans le bâti et permet le développement des énergies renouvelables + Limite les besoins en déplacements + Prend des dispositions pour développer les énergies renouvelables tout en veillant à leur bonne insertion + Préserve les puits de carbone + Limite l'imperméabilisation
--	---

3.2. INCIDENCES SUR LES SITES NATURA 2000

Avec pour double objectif de préserver la diversité biologique et de valoriser les territoires, l'Europe s'est lancée depuis 1992 dans la réalisation d'un ambitieux réseau de sites écologiques appelé Natura 2000. Il comprend 2 types de zones réglementaires :

- les **Zones de Protection Spéciale (ZPS)** pour la conservation des oiseaux sauvages. Les ZPS sont désignées à partir de l'inventaire des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) définies par la Directive Européenne 79/409/CEE de 1979 ;
- les **Zones Spéciales de Conservation (ZSC)** dédiés à la conservation des habitats naturels. Elles sont définies par la Directive Européenne 92/43/CEE de 1992 relative à la conservation des habitats naturels (forêts, prairies rivières) ainsi que de la faune et de la flore sauvage.

Le réseau Natura 2000 est donc un ensemble de sites naturels identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats. Natura 2000 concilie préservation de la nature et préoccupations socio-économiques. En France, le réseau Natura 2000 comprend 1753 sites.

Il n'y a aucun site Natura 2000 au sein même de la commune de Douvres. En revanche, 5 sites ZSC et 1 site ZPS sont situés à moins de 10 km des limites communales.

Aucun site Natura 2000 n'étant présent sur le territoire de Douvres, le PLU n'aura aucun effet direct sur les habitats ou habitats d'espèces ayant justifié leur désignation.

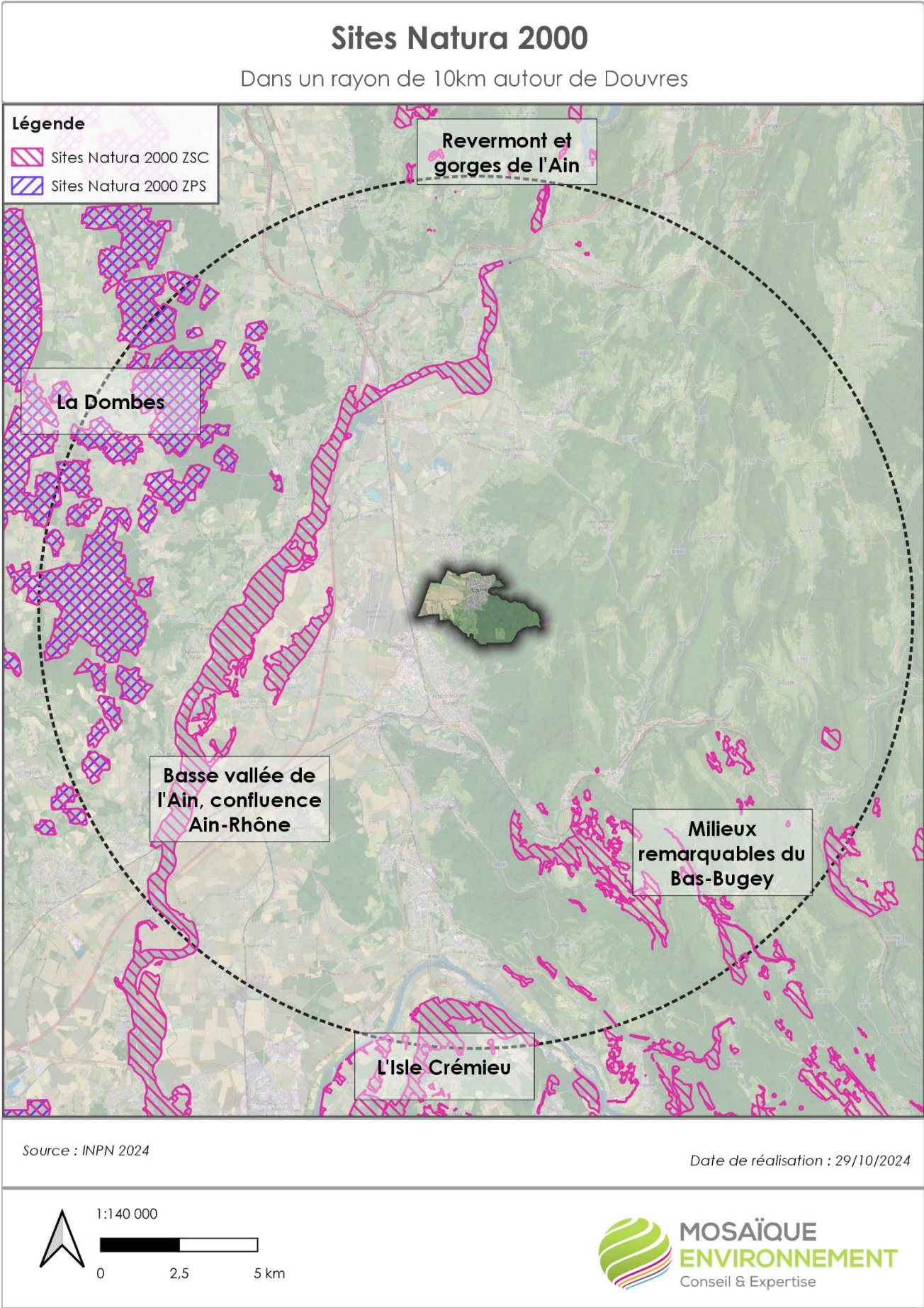
Plusieurs espèces de la faune et de la flore ont justifié la désignation des sites au réseau Natura 2000.

Eu égard au fait qu'ils soient distants, les principaux enjeux concernent les espèces de la faune, notamment celles effectuant de grands déplacements, à savoir les chauve-souris (rayons d'action variables suivant les espèces : de 1,5 km pour le Murin de Bechstein - *Myotis bechsteinii* -, et le Lynx (150 km² à 300 km² pour un mâle, de 90 km² à 180 km² pour une femelle).

Il faut cependant noter que les espèces ayant justifié la désignation des sites Natura 2000 situés en périphérie de la commune trouveront des milieux tout aussi, voire plus, intéressants au sein des sites Natura 2000 qui ont été désignés du fait de leur présence.

Les espèces ayant le plus grand rayon de déplacement sont le Lynx et les chauve-souris :

- eu égard aux milieux qu'il affectionne, et à la présence d'infrastructures de transport importantes à proximité qui constituent des barrières physiques, il est peu probable que le territoire communal lui soit favorable, hormis le massif boisé au sud-est. Mais d'autres espaces, moins fragmentés et plus accessibles sont sans doute plus propices à la présence de l'espèce ; quand bien même, le PLU n'a pas vocation à anthropiser cette partie de la commune.



- les chauves-souris sont plutôt des espèces lucifuges qui, à ce titre, fuient les zones très éclairées et les grands espaces agricoles dépourvus de corridors boisés. Il est donc peu probable qu'elles chassent ou transitent en zone urbaine ni sur la partie Ouest du territoire. Le massif boisé au sud-est pourrait constituer un espace refuge pour ces espèces, mais d'autres espaces plus accessibles sont sans doute plus propices à la présence de l'espèce. Quand bien même, le PLU n'a pas vocation à anthropiser cette partie de la commune.

Le PLU n'aura pas d'incidences négatives significatives sur l'état de conservation des sites Natura 2000 situés en dehors du territoire communal.

3.3. ÉVALUATION DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Pour rappel, le PLU prévoit 7 OAP sectorielles et une OAP thématique Patrimoniale.

Ces OAP ont fait l'objet d'une investigation de terrain en date du 02/11/2023, 12/03/2024 et 02/2025.

Les OAP telles qu'elles sont conçues, limitent les incidences négatives sur l'environnement. Les principales incidences négatives résiduelles restent l'artificialisation et la consommation de l'espace, au détriment de l'espace agricole, en particulier pour la zone AU. L'impact reste modéré car la consommation d'espace est limitée à 1 hectare. De plus, de nombreuses mesures ont été mises en place afin d'éviter, réduire et compenser les impacts sur l'environnement.

Focus sur l'OAP Zone AU – Extension

Ce secteur se trouve en extension de l'enveloppe urbaine, sur l'entrée de village Ouest, relativement proche de la centralité. La volonté de la commune est de permettre le développement de l'urbanisation avec une certaine densité, tout en diversifiant les typologie d'habitat et en intégrant l'opération paysagement et fonctionnellement avec son environnement.



Afin d'accueillir le futur développement de Douvres, le choix pour l'aménagement s'est porté sur ce secteur, notamment du fait de sa proximité avec la centralité, de son insertion facilitée dans un secteur d'urbanisation récente, et de sa proximité avec les voies de desserte et cheminements modes doux.

Toutefois, ce secteur présente plusieurs contraintes environnementales qui ont été identifiées lors d'un passage sur le terrain. Un diagnostic zones humides a également été réalisé.

Les enjeux sur le site ont ainsi été hiérarchisés :

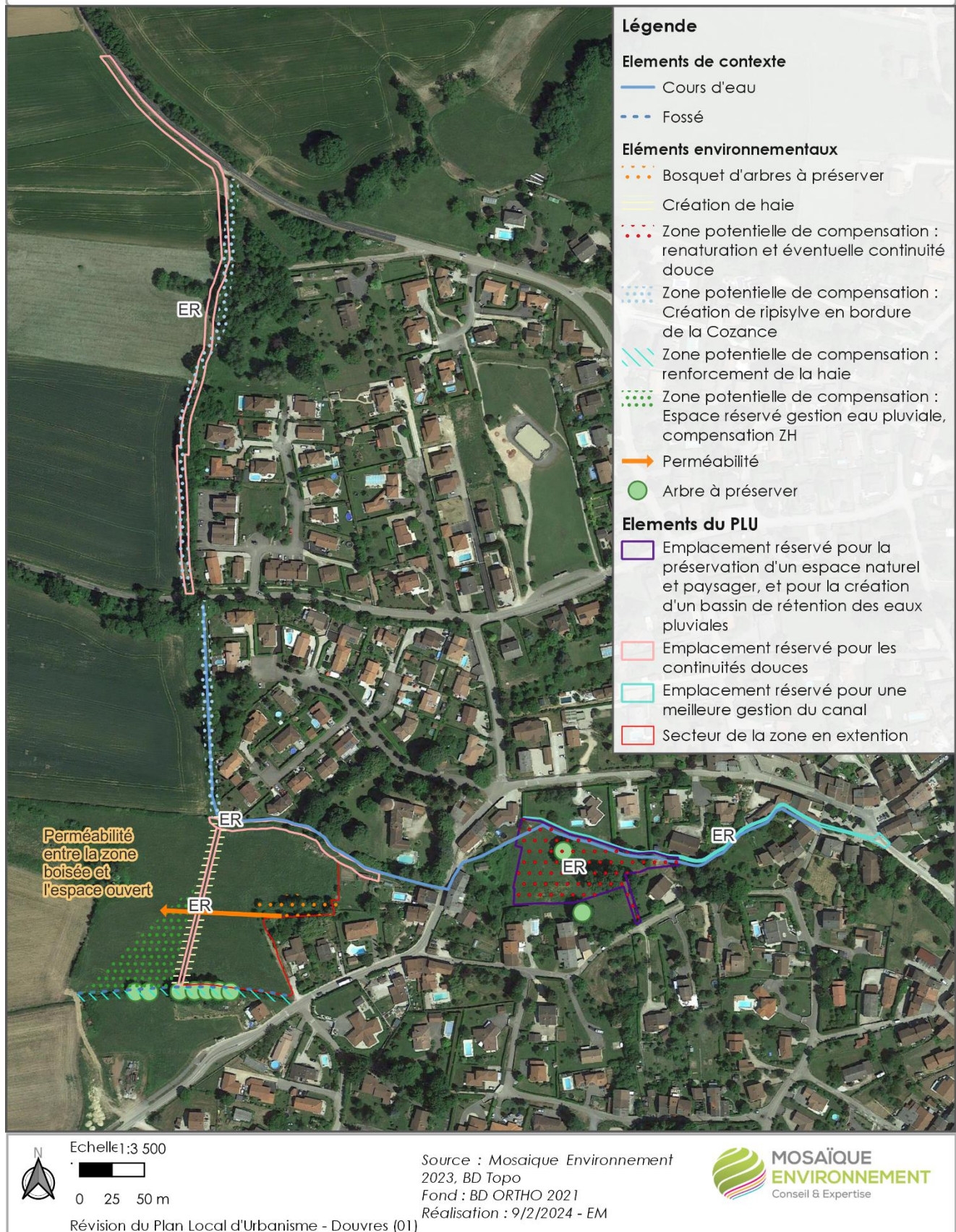
Thématique	Contexte	Enjeux du site	Importance de l'enjeu
Cadre physique	Une topographie relativement plate, avec de légères pentes en direction du centre de la parcelle.	Le cours d'eau du nord peut divaguer dans cette direction.	Moyenne
Paysage et Patrimoine	Vue dégagée à l'est de la plaine.	Insertion de l'aménagement en entrée de village.	Moyenne
Eau	Un cours d'eau au nord de la parcelle (la Cozance) et un fossé drainant une partie des eaux pluviales de la commune au sud.	Maintenir la fonctionnalité du cours d'eau et du fossé. Renforcer la ripisylve.	Forte
Inventaires patrimoniaux	Pas de sites Natura 2000, de ZNIEFF de Type I ou II sur le site.	-	Nulle
Trame verte et bleue	Espace perméable, favorisant le déplacement de la faune. Une zone refuge à l'est du site. Corridor linéaire discontinu lié à la Cozance et aux milieux associés (ripisylve, prairies humides, mares...) Des haies bordant les milieux aquatiques.	Maintenir la perméabilité du site entre la zone refuge et la zone ouverte. Maintenir et renforcer les haies, la ripisylve. Des gros arbres à maintenir.	Forte
Zone humide	L'inventaire départemental de l'Ain indique une zone humide autour de la Cozance. Prairie de fauche humide, au regard d'inventaires pédologiques caractéristiques des zones humides. Les sondages pédologiques ont révélé la présence de zones humides	Préserver les zones humides et leurs fonctionnalités.	Très Forte
Risques majeurs	Aléa retrait et gonflements des argiles moyen. En zone blanche du plan de prévention des risques « inondations et mouvements de terrains » (modifié et approuvé le 20/01/2014).	Infiltration et ruissellement sur le site.	Forte
Nuisances	Pas de nuisances sur le site.	-	Nulle

Au regard du contexte, des mesures ont été proposées et prises en compte pour répondre aux enjeux environnementaux (voir partie Synthèse des mesures).

Concernant la présence de zones humides sur la parcelle à urbaniser, une mesure de compensation a été mise en place : Un emplacement réservé a été inscrit entre la route d'Ambérieu et le chemin du Château afin de préserver cet espace naturel et paysager en cœur de centralité. Ce secteur constitue une zone potentielle de compensation de la dégradation de la zone humide de la zone AU.

DOUVRES

Prescriptions et enjeux environnementaux de l'aménagement de la zone d'extension



Analyse des impacts positifs et négatifs résiduels :

Thématique	Réponses favorables de l'OAP Zone AU et incidences résiduelles	
Cadre physique, consommation d'espaces	+	Rationalisation du foncier avec densification : Accueil de logements individuels, individuels-groupés et collectifs (un tiers) ; Production minimale de 23 logements.
	+	Proximité de la centralité équipée
	-	Artificialisation d'un espace actuellement non bâti : prairie de fauche et espace perméable favorable au déplacement de la faune
Paysage et patrimoine bâti	+	Harmonie architecturale demandée
	+	Recul des bâtiments par rapport à la voirie interne
	+	Hauteur R+1 maximum pour une intégration paysagère
	+	Implantation des logements collectif au Sud du secteur afin de limiter l'impact paysager
	+	La placette de retournement devra être traitée de manière paysagère
	+	Insertion paysagère des dispositifs de collecte des eaux de pluie
	+	Espace commun paysager et perméable en cœur de secteur.
	+	Renforcement de la haie arbustive en limite Sud de zone dans une logique fonctionnelle et paysagère.
Milieux naturels et biodiversité	+	Végétalisation des limites séparatives
	+	Préservation des éléments de végétation existants notamment à travers le mise en place d'un Coefficient de Pleine Terre
	+	Création d'une haie d'espèces locales mélangées qui tient compte des ouvertures visuelles sur la plaine agricole
	+	Préservation du bosquet d'arbres à l'Est et des arbres isolés
	+	Implantation des maisons individuelles au nord pour réduire l'impact au plus proche du cours d'eau de la Cozance.
	+	Recul de 10m des logements collectifs par rapport au fossé
	+	Recul des habitations de 15m par rapport au cours d'eau
	+	Plantation d'arbres sur l'espace commun au centre du secteur en continuité avec le bosquet existant
	+	Places de stationnement plantées à hauteur d'un arbre pour 3 places de stationnement.
	+	Renforcement de la fonctionnalité des différents espaces boisés du site via la préservation de la végétation existante, son renforcement et la création d'un réseau de haies.
Ressource en eau, petit cycle de l'eau (eau potable, eaux usées)	+	Espace commun ouvert et planté qui permet la création d'une perméabilité entre le bosquet à l'Est et l'espace rural à l'Ouest, et constitue ainsi une zone refuge pour la faune
	+	Dispositifs collectifs d'infiltration des eaux pluviales à prévoir, si nécessaire de rétention.
	+	Recommandation de mettre en place sur la voirie principale un revêtement perméable notamment afin de limiter le ruissellement et favoriser l'infiltration des eaux pluviales
	+	Places de stationnement perméables pour limiter l'imperméabilisation et favoriser l'infiltration des eaux pluviales
	+	Coefficient de Pleine Terre de l'ordre de 40% établi sur l'ensemble de la zone pour une meilleur infiltration des eaux pluviales sur le secteur.
Risques majeurs, nuisances et pollutions	+	Agrandissement du fossé en limite Sud de secteur pour une récolte optimisée des eaux pluviales.
	+	Terrain situé en dehors des zones de risques affectant la commune.
Énergie, climat et adaptation au changement climatique	+	Espace pour apport des déchets et ordures ménagères prévu au plus proche de la route d'Ambérieu
	+	Au moins une source d'énergie renouvelable au bâtiment
	+	Alternatives à la voiture : Voirie principale doublée d'un cheminement piéton et connexions en mode actif pour rejoindre la centralité et la commune d'Ambérieu

Thématique	Réponses favorables de l'OAP Zone AU et incidences résiduelles	
Transports et déplacement	+	Terrain desservi par la route d'Ambérieu et voirie interne en double sens avec un système de retournement au niveau du secteur B
	+	Développement des modes doux : Voirie principale doublée d'un cheminement piéton et connexions en mode actif pour rejoindre la centralité et la commune d'Ambérieu
	+	L'aménagement devra tenir compte des obligations du règlement en matière de stationnement.

4. SYNTHÈSE DES MESURES POUR ÉVITER, RÉDUIRE OU COMPENSER

En complément ont été proposées des mesures pour éviter **E**, réduire **R** ou compenser **C** les incidences négatives résiduelles de la mise en œuvre du plan.

À l'échelle de la commune

Thématique		Mesures et types de mesures
Paysage et patrimoine	R	Aucun outil réglementaire mais intéressant de les identifier à titre informatif sur le plan de zonage et en faire une mention dans le règlement avec des prescriptions particulières de préservation
	R	Poser une orientation dans le PADD Par exemple : veiller à la qualité du traitement des entrées de ville pour une amélioration de l'intégration des lisières urbaines
Foncier	R	Dans les secteurs concernés par des OAP et en zones UE et AUX, la mutualisation, totale ou partielle, des emplacements de stationnement exigés à l'article 16 des chapitres des zones, est autorisée sous réserve que les places soient aménagées (création de nouvelles places) ou existantes à moins de 200 mètres du projet
Biodiversité	R	Intégrer les enjeux de préservation de la trame noire et de lutte contre la pollution lumineuse dans l'OAP « Patrimoine »
	E	Prévoir que pour tout projet, il est exigé que la totalité des espaces libres de toute construction et non indispensables à la circulation automobile ou piétonnière soit aménagée en espaces verts et devront être engazonnées, plantées et présenter une perméabilité maximale. Ils devront être majoritairement d'un seul tenant.
	R	Les clôtures doivent prévoir des passages pour la petite faune sur au moins 3 limites (surélévation de clôture ou portail, réservation dans le mur bahut). Dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme au titre des corridors écologiques, les clôtures, si elles sont rendues nécessaires par la nature des bâtiments et équipements, devront être perméables à la faune (type haies arbustives composées

Thématique		Mesures et types de mesures
Biodiversité		d'essences locales) ou à défaut, lorsque la sécurité des ouvrages l'exige, les clôtures devront conserver un espace libre entre le sol et le début de la clôture d'une hauteur de 15 cm afin de laisser passer la petite faune. Les clôtures type agricole destinées à l'activité agricole sont autorisées sous réserve qu'elles ne nuisent pas à la qualité des corridors. De plus, sont interdits dans les secteurs identifiés au titre de l'article L151-23 du CU au titre des corridors écologiques l'implantation d'installations photovoltaïques et d'éoliennes,
	E	Ajouter une sur-trame « zone humide » sur le plan de zonage pour mieux les identifier
	R	Dans les zones de stationnement aménagées en aérien, il est exigé un arbre de haute tige par tranche de six places de stationnement. Cette disposition ne s'applique pas aux places de stationnement sur sous-sol, sur dalle ou en toiture terrasse.
	R	Concernant la plantation des arbres exigée, la fosse pour un arbre devra avoir une profondeur minimale de 1 mètre à 1,20 mètre et un volume minimum de 2m ³ en condition de pleine-terre (terrain naturel) ou de 9m ³ en milieu urbain (sol « stérile »), cas des parkings notamment, avec une surface minimale de 6m ² . Pour les arbres plantés dans les aires de stationnement, l'emprise de la fosse devra correspondre à la largeur d'une place de stationnement. Une inter-distance d'au moins 15 mètres est recommandée entre les arbres de grand développement et de 5 mètres par rapport à une façade de bâtiment ou un mur de clôture.
Ressources en eau	R	Promouvoir l'utilisation d'essences végétales, peu consommatrices d'eau et peu exigeantes en intrants phytosanitaires.
	R	<p>Les places de stationnement à l'air libre ne seront autorisées que si elles bénéficient d'un traitement paysager ou d'ombrières photovoltaïque et limitent l'imperméabilisation des sols. Pour les constructions à usage résidentiel ou tertiaire, le traitement du sol des aires de stationnement à l'air libre devra permettre l'infiltration des eaux pluviales (sauf pour les zones de circulation et le stationnement sur ouvrage bâti).</p> <p>En zone N, l'imperméabilisation des espaces libres ou non bâtis sera limitée au maximum. L'utilisation de matériaux perméables et/ou semi-perméables sera favorisée. Il est exigé une surface minimale d'espaces perméables proportionnelle à la surface du terrain du projet ou de l'opération fixée à 60 %.</p>
	R	Conditionner tout développement de l'urbanisation dans le règlement et les OAP au commencement de travaux de mise en séparatif des réseaux d'assainissement

Thématique		Mesures et types de mesures
Ressources en eau	A	<p>Pour tenir compte des maladies vectorielles et de la lutte contre le moustique tigre, il peut être ajouté un article aux dispositions générales. Ce dernier préciserait :</p> <p><i>Concernant la gestion des eaux pluviales, il importe de prendre certaines précautions pour ne pas favoriser la prolifération des moustiques, dont le « moustique tigre » potentiellement vecteur du chikungunya, de la dengue et du zika. Cette variété de moustique s'est progressivement implantée depuis 2012 dans 12 départements de la région Auvergne Rhône-Alpes, dont la Savoie. Le rayon d'action du moustique tigre se limite à environ 100 mètres autour de son gîte. Le moyen le plus efficace pour lutter contre sa prolifération reste d'éliminer tout ce qui pourrait constituer un gîte pour ses larves, c'est-à-dire les eaux stagnantes</i></p>
Risques majeurs	R	Promouvoir des clôtures perméables aux écoulements notamment dans les secteurs d'aléas
Energie, GES et climat	A	Les matériaux nobles et de qualité seront recherchés. Les matériaux d'origine locale, biosourcée ou géosourcés et peu transformés, ainsi que les matériaux recyclés ou réemployés sont fortement encouragés afin de réduire l'empreinte environnementale des constructions.
	R	A minima fixer des exigences de stationnement vélos pour les opérations nouvelles
	R	Dans le règlement écrit prévoir que : « Sous réserve d'une insertion harmonieuse dans le cadre bâti environnant, l'utilisation de matériaux ou de revêtements à faible absorption du rayonnement solaire et de couleur claire, ainsi que la végétalisation des façades, lorsque cette dernière est adaptée, sont à privilégier afin de concourir à la limitation des phénomènes d'îlot de chaleur ».

À l'échelle de la zone AU en extension

Les mesures proposées et prises en compte sont les suivantes :

Mesures		Effets
Préservation bosquet à l'est et des arbres isolés	E	Zone refuge pour la faune Intérêt paysager
Bornage des habitations par la végétation	R	Perméabilité dans la parcelle
Création d'une haie de part et d'autre de la voie pour la continuité douce sur la façade Est	R	Intérêt paysager permettant une zone de transition entre habitations et espace agricole
	R	Renforcement de la fonctionnalité des différents espaces boisés du site
Espace de convivialité en centre de parcelle, avec la mise en place de techniques alternatives pour la gestion des eaux pluviales	E	Moindre imperméabilisation, infiltration à la parcelle pour pallier aux ruissellements

Mesures		Effets
Espace ouvert au milieu de la parcelle	E	Perméabilité entre le bosquet (est) et l'espace rural (ouest)
Mise en place d'un coefficient de pleine terre à l'échelle du tènement	E	Moindre imperméabilisation, infiltration à la parcelle pour pallier aux ruissellements
Création d'une ripisylve en bordure de la Cozance	C	Créer une ripisylve et un nouveau milieu humide
	R	Réduire le risque de ruissellement et filtrer les pollutions grâce à l'effet tampon de la ripisylve
Renforcement de la haie en bordure du fossé et agrandissement de celui-ci	C	Renforcement de la fonctionnalité de la haie
	R	Intérêt paysager permettant de masquer les nouveaux aménagements d'habitats collectifs (R+1)
Renforcement de la haie en bordure du fossé et agrandissement de celui-ci	R	Agrandissement du fossé pour permettre une bonne évacuation des différentes eaux pluviales et éviter les débordements
Préservation d'un espace naturel et paysager Création d'un bassin de rétention Potentielle renaturation	R	Préservation d'un espace vert au sein de la tache urbaine
	E	Intérêt paysager
	C	Renforcement des fonctionnalités de zones humides
	R	Amélioration de la gestion des eaux pluviales
Voies d'accès et parkings perméables	R	Moindre imperméabilisation, infiltration à la parcelle pour pallier aux ruissellements

5. SYNTHÈSE DES METHODES

L'évaluation environnementale d'un document d'urbanisme n'est pas une simple étude d'impact à vocation opérationnelle. L'objectif de la démarche a été d'évaluer un cadre global : la stratégie de développement du territoire, et non simplement une action (ou un ouvrage) unique et figée.

L'évaluation environnementale s'apparente à une analyse permettant d'identifier la compatibilité entre des éléments déjà étudiés et connus, à savoir les enjeux environnementaux du territoire, et les orientations fixées pour son développement. Les outils ont donc eux aussi été adaptés : plus que des investigations techniques ciblées, la mission a requis une démarche de réflexion, d'analyse et de synthèse.

Analyse de l'articulation avec les plans et programmes

Cette partie de la mission vise à appréhender la bonne prise en compte et/ou compatibilité du PLU avec les documents cadres supra-communaux.

Dans un premier temps ont été sélectionnés les plans et programmes retenus pour cette analyse. Celle-ci a été menée sur la base des documents approuvés et rendus publics à la date de l'exercice.

Au travers de la sélection préalable de ces plans et programmes, il s'agissait d'identifier, le plus en amont possibles les orientations et objectifs auxquels le PLU doit répondre, afin de pouvoir vérifier, chemin faisant leur bonne intégration.

Au stade du PADD il a été vérifié que les orientations générales du projet politique étaient cohérentes avec celles des plans et programmes sélectionnés. Une fois le projet abouti, une dernière analyse a été faite afin d'appréhender l'intégration de tout ou partie des objectifs définis par ces documents.

État initial de l'environnement

Dans un premier temps, il a été question de dresser un état initial de l'environnement stratégique, c'est-à-dire non encyclopédique, mais visant les problèmes principaux pouvant se poser sur le territoire. Ces études permettent de dégager les atouts et faiblesses du territoire ainsi que les opportunités et menaces auxquelles il est soumis, autour des différents axes thématiques et selon une approche transversale (identification des interactions entre les différentes thématiques).

Conformément au Code de l'Urbanisme, l'état initial de l'environnement traite de la préservation des paysages, du patrimoine naturel et bâti, de la gestion de la ressource en eau, du climat et des choix énergétiques, de la prévention des risques et nuisances.

À ce stade, le rôle de l'évaluation environnementale est de présenter les tendances observées, constituant un « état zéro » de l'environnement. La précision et la pertinence de l'étude sont directement liées au volume et à la qualité des informations qui ont pu être recueillies.

L'approche a été à la fois descriptive et prospective et a permis de mettre en évidence les atouts, faiblesses, opportunités et menaces propres à chaque thème de l'environnement. Pour chaque thématique ont été formulés les enjeux environnementaux, qui ont été hiérarchisés au regard du degré d'urgence de l'intervention traduisant la dimension locale de l'enjeu, et au regard de la marge de manœuvre du PLU : elle varie selon que le maître d'ouvrage dispose ou non d'outils à travers le PLU pour répondre à l'enjeu concerné. Ce critère permet de nuancer la force d'un enjeu qu'il n'est pas possible de traduire dans les différentes pièces du PLU.

Cette approche permet d'avoir une vision synthétique et stratégique des problématiques à impérativement prendre en compte dans le projet de développement. Elle marque le début de l'évaluation environnementale itérative, et constitue une ligne directrice pour l'évaluation du projet d'aménagement, des objectifs d'accueil de la population, des choix de développement, de la réglementation adoptée.

Mosaïque Environnement, chargé de la bonne mise en œuvre de l'évaluation environnementale du projet, est intervenu sur la production de l'état initial de l'environnement. L'état initial de l'environnement a été réalisé sur la base des données collectées auprès de différentes entités et services (DREAL, DDT, IGN, INPN, Géorisques...).

Élaboration de la grille d'évaluation

L'évaluation des effets du PLU sur l'environnement résulte du croisement des orientations du PADD (et de leur transcription réglementaire dans le règlement écrit et graphique) avec les enjeux environnementaux suivant le principe du questionnement évaluatif. 7 questions évaluatives ont été retenues à partir des enjeux issus de l'état initial de l'environnement et de l'article L.101-2 du code de l'urbanisme qui définit des objectifs environnementaux pour les documents d'urbanisme.

Évaluation du PADD

L'analyse a été menée selon deux approches complémentaires :

- une vérification de la prise en compte des enjeux environnementaux issus de l'état initial de l'environnement, avec proposition, en tant que de besoin, de confortements du projet ;
- une analyse des incidences des orientations générales sur les enjeux environnementaux, mettant en exergue les points de vigilance à anticiper dans la traduction réglementaire.

Les résultats de cette première évaluation ont été valorisés dans le cadre de l'écriture du PADD.

Évaluation des incidences du projet du PLU

Les secteurs de projet

Des visites de terrain ont été réalisées à plusieurs moments afin d'appréhender le territoire dans sa globalité. Des prospections sur les secteurs d'OAP ont été menées après information par la Mairie des propriétaires. Des sondages pour définir la présence de zones humides ont été réalisés en tant que de besoin.

Chaque site prospecté (sélectionné ET pour lequel le propriétaire ne s'était pas opposé à ce que l'on pénètre sur ses parcelles) a fait l'objet d'une fiche de synthèse récapitulant ses caractéristiques. Une note environnementale a été définie afin de guider les élus dans leur choix, en mettant notamment en évidence les sites de forte sensibilité à éviter.

Les règlements écrits et graphiques

L'analyse du zonage a été réalisée à partir d'un travail de croisement cartographique entre les enjeux environnementaux et le règlement graphique.

Une analyse du règlement écrit des diverses zones a été menée afin de vérifier l'adéquation des dispositions correspondantes.

Afin de garantir la cohérence des réflexions, des séances spécifiques d'échanges et de coordination ont été organisées avec la commune et le cabinet d'urbanisme. Elles ont permis une information respective sur les démarches, des éventuelles difficultés rencontrées, des projets impactant les diverses réflexions.

6. DISPOSITIFS DE SUIVI

L'élaboration du PLU ne constitue qu'une première étape d'une démarche dont la dynamique doit se poursuivre après l'approbation du document. L'accompagnement et le suivi actif de la mise en œuvre des orientations du PLU, ainsi que l'évaluation de ses effets sur le territoire, font partie intégrante de cette démarche.

Les indicateurs proposés sont ciblés sur les enjeux prioritaires et/ou les plus susceptibles d'être impactés par la mise en œuvre du PLU.

Orientation :	Modération de la consommation de l'espace
Objectif	Réduire la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers
Problématique(s) suivie(s)	Quelle est la progression dans le temps de l'aménagement des zones d'urbanisation future en extension ? Est-elle cohérente avec les objectifs de modération fixés par le PADD ?
Critères observés	Progression de l'aménagement des zones AU, en relation avec le nombre et de m ² des bâtiments produits
Variables observées	<p>Nombre total d'hectares de zones AU « en extension » aménagés sur la période de suivi et moyenne par an ; part par rapport au stock de zones AU, détail par type de fonction :</p> <p>Nombre d'ha, moyenne par an et part pour les zones AU, part des ha aménagés par rapport au stock de zones AU considérées,</p> <p>Nombre de logements produits dans les zones AU</p> <p>Densité de logement au regard de l'ensemble des surfaces urbanisées (vision globale) et au regard des surfaces dédiées au logement (vision fonctionnelle)</p>
Modalités de suivi	<ul style="list-style-type: none"> • Font l'objet du suivi, les zones AU inscrites à la date d'approbation du PLU. Pour la cohérence des temporalités, le nombre d'hectares aménagés sera calculé pour la première année de la période et pour l'année correspondant au millésime le plus récent du fichier Majic pour la fin de la période. • Pour chaque bilan, seront calculés sur la période concernée : le nombre de logements produits dans les périmètres de zone AU sur la période considérée. Il sera issu du traitement du fichier Majic. Compte tenu de la nature de ce fichier, les données seront suivies annuellement et agrégées pour les périodes souhaitées. Les données Majic sont diffusées en milieu d'année. Ce sont les données consolidées au 1er janvier de l'année passée, soit les données couvrant l'année N-2. • Les éléments suivants seront produits : <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de logements au 1er janvier de la première année, - Nombre de logements créés au cours de la période d'observation, - Nombre de logements disparus au cours de la période d'observation, - Nombre de logements au 1er janvier de la dernière année.

Échelles de restitution	Commune	Source	<p>Pour l'identification des zones ou parties de zones AU aménagées : orthophotos et Autorisation droit des sols pour des vérifications ponctuelles.</p> <p>Pour les données concernant logements : base de données Majic (Majic+PCI vecteur).</p>
-------------------------	---------	--------	--

Orientation :	Une démarche favorable à la préservation et à la restauration de la biodiversité, ainsi qu'à la pérennité des activités agricoles qui participent à la qualité des paysages
Objectif	Les espaces à forts enjeux liés aux milieux agricoles et naturels, et la perméabilité écologique des continuums forestiers et des espaces agricoles
Problématique(s) suivie(s)	<p>La progression de la consommation d'espace est-elle cohérente avec les objectifs de modération fixés par le PADD ?</p> <p>Quelle est l'évolution quantitative des surfaces des espaces naturels et agricoles ?</p> <p>Zoom : quelle est l'évolution des superficies de zones humides ?</p>
Critères observés	<p>Progression de la répartition de l'occupation des sols entre les espaces artificialisés et les espaces non urbanisés ;</p> <p>Évolution des superficies des espaces agricoles et naturels ;</p> <p>Évolution du nombre et des superficies des zones humides ;</p>
Variables observées	<p>surfaces couvertes par les différentes occupations des sols en ha et en % part (en %) des différentes occupations des sols</p> <p>superficies des types d'espaces suivants et évolutions entre deux prises de vue ortho-photos : territoires agricoles, forêts et milieux semi-naturels, zones humides, surfaces en eau</p> <p>nombre et superficie totale des zones humides</p> <p>consommation d'espace sur la période considérée (valeurs absolues et moyenne par an en ha)</p> <p>Pour chacune de ces variables seront identifiés :</p> <p>Les chiffres globaux des surfaces artificialisées et des surfaces des espaces non urbanisés, qui intègrent les surfaces d'eau,</p> <p>Les chiffres pour chacun des postes de la nomenclature des occupations des sols, soit : routes et voies ferrées, équipements, activités économiques, pavillonnaire, collectif, tissus anciens, eau et non urbanisés.</p>
Modalités de suivi	Pour chaque bilan, les données seront établies pour la première année et la dernière année du suivi. Les superficies seront comparées à celles de la période précédente.

Échelles de restitution	Commune	Source	<ul style="list-style-type: none"> • base de données Corine Land Cover ou observatoire de l'artificialisation • base de données « Zones Humides » du PLU
-------------------------	---------	--------	--

Orientation :	Prévention des risques		
Objectif	La prise en compte des risques naturels et technologiques : intégrer les risques naturels et technologiques dans les choix d'urbanisation et les modalités de construction		
Problématique(s) suivie(s)	Quelle est l'évolution de la part des logements soumis à des risques ?		
Critères observés	Évolution de la part des logements soumis à un risque technologique, d'inondation et/ou de glissement de terrain		
Variables observées	<p>superficies du territoire communal couvertes par un risque, part par rapport à la superficie de la commune et évolution entre le début et la fin de période du bilan</p> <p>nombre de logements existants inclus dans au moins un périmètre de risque, part par rapport au nombre de logements de la commune et évolution</p>		
Modalités de suivi	<p>Pour chaque bilan, identifier pour l'année de début et pour l'année de fin de la période les valeurs des variables ci-dessous, en calculer la part rapportée à la commune, puis les évolutions entre le début et la fin de la période de bilan :</p> <p>les superficies de territoire (en ha et détaillées par risque) couvertes par un périmètre de risque de mouvement de terrain, un risque d'inondation, un risque technologique</p> <p>le nombre de logements inclus dans au moins un de ces périmètres, en spécifiant celui-ci, d'une part au regard de la délimitation des périmètres de risques en début de période, et d'autre part, en fin de période</p>		
Échelles de restitution	Commune	Source	<p>Pour les données concernant le logement : base de données Majic,</p> <p>Pour les périmètres de risques : bases de données PLU et Servitudes d'utilité publique</p>

Orientation :		Créer des conditions favorables à la réduction des gaz à effet de serre et à la qualité énergétique des projets		
Objectif		Accorder une plus grande place aux modes doux		
Problématique(s) suivie(s)		Quelle est l'évolution du maillage du réseau de pistes cyclables ?		
Critères observés		Nb de km de pistes cyclables créées		
Variables observées		Nb de km de pistes cyclables créées Gains de GES et de réduction de consommation d'énergie liés		
Modalités de suivi		Pour chaque bilan, la donnée disponible la plus récente datera de n-1. Il s'agira ensuite de calculer la somme sur l'ensemble des années observées et de la comparer avec le bilan précédent.		
Échelles de restitution		Commune	Source	Suivi du PCAET